

L'ÉDITO

Benoît July

NUCLÉAIRE : L'ÉCHEC FLAGRANT D'UNE NON-POLITIQUE

Le scénario est tout simplement incroyable. Quelques semaines à peine après avoir annoncé que notre pays pouvait se passer de réserve stratégique pour l'hiver à venir, la ministre de l'Énergie doit manger sa parole dans l'urgence.

Elle entend désormais négocier des accords d'approvisionnement

avec les pays limitrophes, réquisitionner la centrale de Vilvorde...

Avec un réacteur nucléaire sur... sept en service en plein mois de novembre, le navire énergétique belge se prépare donc à affronter une tempête inédite.

Dit plus crûment : il prend l'eau de toutes parts.

Comme en 2014, mais de manière plus pressante encore, c'est le spectre de la pénurie d'électricité qui revient, d'un éventuel nouveau plan de délestage, même si la ministre refuse de

l'envisager pour l'instant, sans oublier l'inévitable impact à la hausse de cette raréfaction de l'offre sur la facture du consommateur, industriel comme particulier.

Retour en 2014, donc.

Qu'a fait la ministre en charge du dossier depuis lors ? Qu'a fait le gouvernement de Charles Michel, depuis lors ?

On peine à trouver la réponse.

L'avenir énergétique est-il plus serein qu'à l'époque ? Les événements de ces derniers jours prouvent - exactement - le contraire. Les vieux réacteurs qui assurent bon an mal an plus de la moitié de la production électrique du pays accusent plus que

Notre pays est plus que jamais pieds et poings liés à ses sept réacteurs

jamais le poids des ans : fuite, effritement du béton. Il n'y a aucune raison de penser que la situation va s'améliorer.

Résumons le propos. Alors que l'urgence de sortir de la dépendance nucléaire saute aux yeux, alors qu'une loi l'impose toujours

pour 2025, notre pays est plus que jamais pieds et poings liés à

ses sept réacteurs.

Et pour cause : le Pacte énergétique reste dans les limbes, nombre de mesures susceptibles de préparer une transition harmonieuse n'ont pas encore été prises.

Fidèle à son tempérament volcanique, Marie-Christine Marghem récuse toute critique et charge l'exploitant du parc nucléaire, Engie Electrabel.

Mais en procédant de la sorte, elle ne fait en réalité qu'assumer maladroitement les manquements d'une suédoise qui affirme toujours officiellement vouloir la fin du nucléaire sans poser les actes structurels, durables, en ce sens.

A moins que l'objectif, non avoué, soit finalement de prolonger les centrales ?

Qu'on l'affirme alors, qu'on l'assume et qu'on investisse en ce sens.

La Belgique et ses citoyens méritent mieux que cette non-politique qui dure depuis tant d'années.

Et dont on finira un jour par redouter que les conséquences soient plus dramatiques encore que celles relatives à une pénurie d'électricité.